

## Si les données pouvaient parler...

Gordon Mace

Volume 17, Number 2, 1986

Les Amériques latines dans le système mondial 1954-1984

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702013ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702013ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

### ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this article

Mace, G. (1986). Si les données pouvaient parler.... *Études internationales*, 17(2), 443-451. <https://doi.org/10.7202/702013ar>

# LIVRES

## 1. ÉTUDE BIBLIOGRAPHIQUE

### Si les données pouvaient parler\*

Gordon MACE\*\*

Traditionnellement, la littérature sur les relations internationales et la politique étrangère en Amérique latine s'est développée autour de quatre axes principaux : l'étude des relations entre les États-Unis et l'Amérique latine, l'étude des relations entre la région et l'Europe de l'Ouest, la production de monographies sur la politique étrangère des pays latino-américains ainsi que l'analyse de moments spécifiques de l'évolution des relations internationales en Amérique latine. Aujourd'hui, ce sont les mêmes grands thèmes qui caractérisent la littérature contemporaine sur le sujet auquel il convient d'ajouter le champ des études stratégiques et de l'analyse géo-politique.

À part quelques titres publiés en espagnol, les ouvrages les plus récents sont majoritairement d'inspiration nord-américaine. Ce qui implique que l'on accorde une place privilégiée aux États-Unis comme acteur principal et ce qui explique que, sur le plan de l'analyse, l'on se situe à l'intérieur des approches théoriques et des cadres analytiques qui dominent l'étude des relations internationales et de la politique étrangère dans ce pays.

C'est le cas de la très grande majorité des textes que nous avons consultés pour cette étude. Centré sur l'État comme unité principale d'analyse, ce courant théorique privilégie l'étude des déterminants internes et externes de la politique étrangère au détriment d'une analyse plus variée et multidimensionnelle que permet, par exemple, le *World-System Analysis* et certains courants d'analyse néo-marxiste.

Ce qui ne manque pas de surprendre, par ailleurs, c'est qu'il y a relativement peu de monographies parmi les parutions récentes. On remarquera en effet que trois des quatre ouvrages recensés sont des *readers* à l'intérieur desquels on retrouve, sous la plume d'auteurs divers, une majorité d'études de cas et quelques rares textes d'analyse comparative.

---

\* ANDERSON, Thomas D. *Geopolitics of the Caribbean: Ministates in a Wider World*. New York, Praeger Publishers, Coll. "Politics in Latin America, A Hoover Institution Series", 1984, 189 p.  
GRABENDORFF, Wolf, KRUMWIEDE, Heinrich-W. et TODT, Joerg (Ed.) *Political Change in Central America: Internal and External Dimensions*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. "Westview Special Studies on Latin America and the Caribbean", 1984, 320 p.

LINCOLN, Jennie K. et FERRIS, Elizabeth G. (Ed.) *The Dynamics of Latin American Foreign Policies: Challenges for the 1980s*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. "Westview Special Studies on Latin America and the Caribbean", 1984, 342 p.

MUNOZ, Heraldo et TULCHIN, Joseph S. (Ed.) *Latin American Nations in World Politics*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. "Foreign Relations of the Third World, no. 3", 1984, 288 p.

\*\* Professeur au Département de science politique de l'Université Laval, Québec.  
*Revue Études internationales*, volume XVII, n° 2, juin 1986

Il convient de remarquer enfin que peu de ces textes sont le résultat de recherches fondamentales en cours. Il s'agit le plus souvent d'essais interprétatifs qui ne font à peu près jamais appel à des données de base sinon, dans le meilleur des cas, à quelques statistiques ou à de rares résultats d'entrevues. Ce sont des textes, par conséquent, qui se veulent essentiellement descriptifs et où sont loin d'être exempts, malheureusement, la règle normative ainsi que la subjectivité des auteurs.

Voyons maintenant quel tableau d'ensemble des relations internationales et de la politique étrangère en Amérique latine émerge d'une telle littérature. La seule structuration que permettent les ouvrages énoncés consiste en une présentation par sous-régions géographiques.

## I – LE CÔNE SUD

Jusqu'à la guerre des Malouines, le Cône Sud fut certainement la sous-région de l'Amérique latine qui a suscité le plus de crainte du point de vue de la menace à la stabilité. S'il est vrai que, pour une bonne part, des facteurs stratégiques tout autant que politiques et économiques sont à l'origine de tels développements, il ne faut pas oublier, comme le rappelle fort à propos Jack Child, que des oppositions idéologiques marquées ont agi en filigrane pour durcir les positions.

Plusieurs auteurs ne sont pas sans remarquer en effet le lien apparent entre les événements de Cuba et le coup d'État au Brésil, en 1964, ainsi que l'adoption, par le nouveau gouvernement militaire, de la doctrine de la sécurité nationale. À l'origine, cette doctrine fut élaborée et mise en application par les militaires brésiliens pour usage interne exclusivement. Il s'agissait alors, pour ces militaires, d'éliminer de la société brésilienne ce qu'on qualifiait de gangrène marxiste et communiste. Quelques années plus tard, cependant, la doctrine de la sécurité nationale fut incorporée à la politique étrangère brésilienne donnant naissance à ce qu'on allait appeler la thèse des frontières idéologiques. Une thèse selon laquelle il convenait de protéger les régimes politiques latino-américains de l'infiltration communiste non seulement par une action sur le plan interne mais aussi par un comportement externe visant à isoler les pays où les gouvernements appliquaient une politique de gauche. C'est ainsi que l'on assista, à la fin des années 1960 et au début des années 1970, à un durcissement de la politique étrangère brésilienne à l'égard de pays comme le Chili, le Pérou et la Bolivie dont les politiques, d'un point de vue brésilien, constituaient des menaces à la stabilité régionale et au système politique brésilien lui-même.

C'est à partir de 1973, comme le remarque Monica Hirst, que l'on assiste à une transformation de la politique étrangère brésilienne en même temps que prend fin le « miracle économique » et que se manifestent les premiers signes d'une timide démocratisation. De cette époque datent la fin de l'alignement automatique sur les politiques de Washington et la mise en place d'un processus de diversification des relations économiques et politiques du Brésil. C'est à ce moment aussi que débute la politique tiers-mondiste du Brésil par le biais d'une participation plus active au dialogue Nord-Sud et que commence la politique d'ouverture vers l'Afrique.

Ces transformations de la politique étrangère brésilienne, ainsi que le note Kenneth Coleman, s'expliquent en bonne partie par le rôle accru d'Itamaraty, le ministère brésilien des Relations extérieures, dans la conception et la formulation de la politique étrangère de même que par l'influence croissante et les pressions des milieux d'affaires. Et ce sont aussi les mêmes pressions qui ont amené le gouvernement brésilien à modifier sa politique latino-américaine.

À partir du milieu des années 1970, en effet, la doctrine brésilienne des frontières idéologiques va progressivement céder la place à celle du pluralisme idéologique et à une attitude de neutralité relative du Brésil en Amérique latine. Le gouvernement devient plus conscient de la vocation latino-américaine du pays et s'implique davantage dans la région tout en refusant de jouer la carte militaire de peur d'aviver les craintes déjà réelles de ses voisins à l'égard d'un certain hégémonisme brésilien. C'est plutôt par le biais de la coopération et des relations économiques que Brasilia tentera d'accroître son influence dans la région. Le Groupement du Bassin de la Plata et le Pacte de l'Amazone seront des instruments privilégiés à cet égard en même temps que s'accroît la pénétration économique dans les pays et que se développe une politique de coexistence pacifique avec l'Argentine. Enfin, l'approfondissement du statut de puissance régionale passe par le développement d'une attitude et d'un rôle de modérateur dans le cadre des conflits frontaliers ou autres.

Mais si, depuis quinze ans, le Brésil a pu affirmer sa vocation latino-américaine et raffermir son rôle de puissance régionale, il n'en va pas de même de l'Argentine. Tournée essentiellement vers l'Europe jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, c'est sous l'influence de Péron que l'Argentine s'est intéressée de nouveau à l'Amérique latine. Le péronisme a eu une influence non négligeable à la grandeur du sous-continent ce qui a permis au pays de jouer un rôle important dans les forums internationaux et au sein des organisations régionales.

Toutefois, la rivalité traditionnelle avec le Brésil, la récurrence des conflits frontaliers avec le Chili, le dossier noir des droits de l'homme ainsi que les politiques économiques désastreuses de certains gouvernements militaires ont ruiné la crédibilité du pays et affecté son statut de puissance régionale, depuis 1976 en particulier. Depuis lors, un certain esprit revanchard et l'aventurisme de la politique étrangère argentine ont fait de ce pays un allié inconfortable pour plusieurs de ses voisins régionaux. Ce qui explique en partie l'appui mitigé qu'a reçu l'Argentine lors de la guerre des Malouines dont l'issue a mis fin à la légitimité du régime militaire et affaibli considérablement l'influence du pays dans la région.

La venue au pouvoir du gouvernement Alfonsín a, selon Dennis Gordon, a raffermi la tendance étatique-nationaliste qui a toujours coexisté, à des degrés divers, avec la tendance favorable au libéralisme classique à l'intérieur des cercles dirigeants argentins. Issue des premières années du péronisme, ce courant de pensée est favorable à l'interventionnisme étatique ainsi qu'à un certain protectionnisme économique considéré comme indispensable au développement d'une base industrielle diversifiée. Sur le plan externe, on favorise des liens plus étroits avec le reste de l'Amérique latine, un appui à l'intégration régionale et une politique active de non alignement. À cause de difficultés économiques considérables, il faut toutefois envisager que le gouvernement Alfonsín consacrerait l'essentiel de ses énergies à la situation politique et économique interne alors que les initiatives de politique étrangère devraient, pour un certain temps tout au moins, être limitées au minimum.

Si, par ailleurs, l'Uruguay et le Paraguay ne sont pas jugés dignes d'attention, on consacre en revanche quelques textes au Chili. Un Chili qui a toujours su conserver une politique étrangère indépendante à cause, essentiellement, de son isolement géo-politique mais un pays dont l'image a été considérablement ternie suite au coup d'État de septembre 1973.

Si la littérature accorde une place moindre au Chili, c'est que ce pays n'a guère joué un rôle important sur la scène latino-américaine, exception faite de la présidence de Frei, et qu'il n'a jamais plus été une puissance régionale depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. L'aire d'application de la politique étrangère chilienne n'a jamais outrepassé, depuis lors, les limites du Cône Sud et d'une partie des Andes.

Selon Howard Pittman, la politique étrangère chilienne a toujours reposé sur les trois concepts fondamentaux que sont le nationalisme, la vocation américaine du pays et l'importance des normes de droit international et de droit régional. Ces concepts, alliés à une vision géo-politique précise, déterminent le comportement de politique étrangère chilienne dont les domaines principaux d'application ont toujours été l'Antarctique, le Canal de Beagle, la mer chilienne et la protection du territoire national.

Mais si la vocation américaine du pays et le respect des règles de droit ont souvent inspiré la politique étrangère chilienne, c'est le nationalisme ombrageux du pays qui explique dans une certaine mesure ses conflits frontaliers et ses différends persistants avec la Bolivie, le Pérou et l'Argentine. La méfiance tenace entre le Chili et ses voisins immédiats a constamment obligé Santiago à chercher un contrepoids du côté brésilien en maintenant constamment les liens amicaux avec Brasilia sauf à la fin du régime Frei et durant la période Allende. La date de publication des ouvrages recensés a empêché les auteurs de tenir compte des transformations qui se sont opérées dans le Cône Sud depuis deux ans et d'en jauger l'impact sur la politique étrangère chilienne et sur la position de ce pays dans la région.

## II – LES ANDES

Inspirés sans doute par les événements récents et certains comportements de politique étrangère, nos auteurs ont cru bon de ramener la région des Andes à deux pays principaux. Ils ignorent en effet complètement l'Équateur tandis qu'ils étudient le Vénézuéla et la Colombie sous l'angle principalement de leur politique centre-américaine et caraïbe.

Les Andes, donc, sont formées de la Bolivie et du Pérou. La Bolivie qui, au sens où l'entendent les auteurs, n'a jamais eu véritablement de politique étrangère étant donné, en bonne partie, l'instabilité chronique qu'a connue le pays depuis son accession à l'indépendance. Ce qui a le plus souvent tenu lieu de politique étrangère pour la Bolivie a surtout consisté à utiliser cet instrument pour maintenir une certaine unité intérieure, protéger le territoire national et obtenir un accès à la mer, perdu depuis la guerre du Pacifique de 1879. Jusqu'à aujourd'hui, la politique étrangère bolivienne a connu surtout deux aires d'application immédiate. La participation au Groupe Andin est considéré comme un instrument de développement économique en premier lieu mais elle contribue aussi, d'un point de vue bolivien, au maintien de l'unité nationale et à une certaine protection du territoire face aux visées chiliennes. Puis, il y a la politique d'équidistance à l'égard du Brésil et de l'Argentine qui tente là aussi de garantir l'unité nationale. Enfin, la Bolivie maintient une attitude ambivalente à l'égard des États-Unis, oscillant entre la dépendance et une certaine volonté de non alignement.

Tout comme la Bolivie voisine, le Pérou a surtout adopté une politique étrangère défensive jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Velasco. Depuis lors, cependant, et durant presque toute la période du régime militaire, le gouvernement péruvien a développé une politique étrangère active sur la scène latino-américaine tout autant que dans les forums et les organisations internationales consacrés aux problèmes du Tiers-Monde.

D'après Helan Jaworski, quatre règles de base ont constamment dominé la politique étrangère du régime militaire péruvien :

- accroissement constant de la capacité du pays à négocier sur la scène internationale,
- recherche continuelle d'éléments de solution aux défis que posent au pays sa situation géographique,

- présence régulière dans les forums et les organisations internationales où se discutent les questions importantes pour l'Amérique latine et le Tiers-Monde,
- élimination graduelle de la dépendance à l'égard des États-Unis par une politique suivie de diversification économique et commerciale.

Le respect constant de ces règles par le gouvernement militaire a permis au Pérou, comme jamais auparavant, de développer une politique étrangère cohérente et étroitement liée à la stratégie nationale de développement.

Les événements de la première période du régime militaire ont permis l'avènement d'une certaine maturité dans les relations avec les États-Unis face auxquels les rapports se sont constamment améliorés depuis 1977. Le gouvernement Belaunde a poursuivi et accentué, depuis 1980, cette politique de rapprochement de la même façon qu'il a maintenu les grands axes de la politique étrangère des militaires. Une situation interne difficile a cependant fait en sorte d'amenuiser le rôle international du Pérou préoccupé maintenant par une dette énorme et le retour en force des mouvements de guérilla.

### III – L'AMÉRIQUE CENTRALE

L'Amérique centrale s'accapare naturellement la part du lion dans l'étude que font les auteurs des relations internationales et de la politique étrangère de l'Amérique latine. L'ouvrage de Grabendorff, Krumwiede et Todt porte en entier sur cette région tandis que Ferris et Lincoln y consacrent une partie de leur livre et qu'on retrouve quelques articles portant sur ce sujet dans l'ouvrage de Munoz et Tulchin.

On aborde la situation de l'Amérique centrale par le biais de deux niveaux de discussion. À un premier niveau, les auteurs s'arrêtent essentiellement aux perceptions et aux déterminants de la politique étrangère des puissances régionales à l'égard de la région tandis que, à un second niveau et de façon beaucoup plus limitée, on traite du comportement externe de quelques pays centre-américains et plus particulièrement du Nicaragua.

Les États-Unis constituent sans l'ombre d'un doute l'acteur externe principal impliqué dans la région. Si, de Carter à Reagan, la politique américaine face à l'Amérique centrale ne s'est guère modifiée sur le fond, puisqu'il s'agit toujours d'y maintenir une zone d'influence privilégiée, on peut dire en revanche que les deux administrations ont adopté des attitudes et des comportements différents. Les deux politiques rappellent en fait la double stratégie utilisée par le président Kennedy à l'égard de l'Amérique latine vingt ans plus tôt.

À la stratégie sous-tendant l'Alliance pour le Progrès correspond la politique de l'administration Carter visant à encourager la démocratisation politique, les réformes économiques et le respect des droits de l'homme. L'idée étant que la façon la plus appropriée de maintenir la domination américaine sur la région consistait non pas à appuyer des dictatures dépassées mais à encourager plutôt, comme le note Grabendorff, l'émergence d'une nouvelle élite relativement instable au début mais plus apte, à moyen terme, à faire accepter les relations d'amitié avec les États-Unis.

Les politiques de l'administration Reagan constituent au contraire le prolongement de la stratégie de la Baie des Cochons et du blocus économique de Cuba. D'un bellicisme verbal nettement plus appuyé, la politique du président Reagan privilégie d'emblée les aspects militaires et stratégiques de la situation en Amérique centrale tout en faisant une analyse de la crise à partir d'une perspective exclusivement Est-Ouest. D'où l'appui des États-Unis aux gouvernements du Salvador, du Honduras et du Guatemala et la tentative d'encercllement et

d'étouffement du Nicaragua. Cette politique devrait être maintenue tant que le Congrès, les alliés des États-Unis et l'opinion publique américaine réussiront à circonscrire les initiatives du président.

L'analyse faite par l'administration Reagan du conflit en Amérique centrale n'est évidemment pas partagée par les principales puissances régionales impliquées dans la région. Si le Brésil s'est montré plutôt indifférent face aux événements d'Amérique centrale et si l'Argentine a, jusqu'à la guerre des Malouines, appuyé activement la politique américaine dans cette sous-région, il convient de noter l'analyse tout à fait différente que font le Mexique, le Vénézuéla, Cuba et, dans une moindre mesure, la Colombie. Pour les gouvernements de ces pays, la crise en Amérique centrale résulte essentiellement des inégalités économiques et sociales profondes qu'ont laissées se développer les élites de la région. Et leurs interventions dans la crise visent essentiellement à éviter un débordement de celle-ci tout en ne mettant pas de côté les chances qui pourraient s'offrir à eux de profiter du vide de pouvoir dans la région pour y augmenter leur influence et, ce faisant, accroître leur statut international.

C'est le Mexique qui jusqu'ici a été la puissance régionale qui s'est le plus impliquée politiquement en Amérique centrale. Mexico n'a pas d'intérêts économiques importants dans la région et sa politique est plutôt fonction du long terme. Dans son action à l'égard de l'Amérique centrale, le gouvernement mexicain n'est évidemment pas insensible à la bonification de son image internationale. Mais c'est fondamentalement la protection du régime mexicain lui-même qui est à la base de la politique étrangère de Mexico dans la région. Le système mexicain est en effet en crise à cause des blocages politiques et des inégalités économiques et sociales qui perdurent. L'action du Mexique en Amérique centrale vise donc tout à la fois à masquer les inégalités internes, éviter la contagion centre-américaine et apaiser la gauche mexicaine par une politique d'appui au Nicaragua et aux forces révolutionnaires du Salvador mais sans aller jusqu'à adopter un comportement semblable à l'égard du Guatemala.

À des degrés divers, le Vénézuéla et la Colombie poursuivent, tout comme le Mexique, une politique de compromis en Amérique centrale, principalement à travers le Groupe de Contadora. Mais c'est depuis dix ans seulement que les deux pays s'intéressent à l'Amérique centrale et aux Caraïbes. Sans doute que les difficultés du Groupe andin, datant de la même période, ont amené Caracas et Bogota à entrevoir le développement d'un potentiel économique plus important pour eux à l'intérieur du bassin des Caraïbes que dans la région des Andes. Ses ressources en pétrole et les accords que le Vénézuéla a pu conclure dans le domaine énergétique avec certains pays de la région lui ont permis de développer des liens économiques et d'amasser un capital d'amitié politique. Ces atouts, conjugués à une politique étrangère active et moins dépendante des États-Unis depuis la guerre des Malouines, ont permis à Caracas de jouer un rôle de modérateur face à la crise en proposant des solutions qui vont dans le sens de celles de la social-démocratie internationale. Tout en participant activement au Groupe de Contadora, la Colombie, pour sa part, est moins impliquée dans le processus de médiation et adopte, à l'égard de la situation en Amérique centrale, une position plus réservée. Son appui au Nicaragua et aux forces révolutionnaires du Salvador, par exemple, est nettement plus mitigé que celui du Mexique et du Vénézuéla à cause de la présence sur son territoire de groupes de guérilla et à cause de la volonté manifestée par le nouveau gouvernement du Nicaragua d'ouvrir des discussions sur le statut des îles San Andrés qui sont actuellement sous souveraineté colombienne.

L'attitude de Cuba est naturellement tout à fait différente de celle de la Colombie dans la mesure où le gouvernement cubain intervient activement dans la région en apportant un appui sans réserve au Nicaragua et aux groupes d'opposition du Salvador. De l'avis de la

majorité des auteurs recensés, la politique étrangère cubaine est nettement idéologique et s'inspire, dans son action à l'égard de l'Amérique centrale, des principes de l'internationalisme prolétarien. Mais la période d'exportation de la révolution semble bien révolue et le gouvernement cubain, à cause de l'étroitesse de sa marge de manoeuvre, semble adopter une approche prudente privilégiant la recherche de compromis politiques pour solutionner la crise centre-américaine.

Reste les petits pays de la région qui sont quand même les premiers concernés mais que les ouvrages recensés ignorent à peu près complètement du moins en ce qui concerne leur comportement externe. Seul le Nicaragua retient l'attention par le biais de sa réponse aux pressions américaines prenant la triple forme d'un renforcement de la politique de dépense du pays, de l'institutionnalisation de sa révolution et de la mise en place d'une politique étrangère active. Une politique qui tend à engager le pays dans la voie du non alignement et de la diversification de la dépendance externe et qui tente de faire échec à la stratégie américaine par une participation au processus de Contadora ainsi que par l'approfondissement des relations bilatérales avec certains pays d'Amérique latine. Quant aux autres pays centre-américains, ils ne semblent pas exister du point de vue des relations internationales.

#### IV – LES CARAÏBES

La région des Caraïbes est abordée surtout dans le cadre du petit ouvrage de Thomas Anderson. Et sans doute fallait-il un géographe pour introduire des éléments d'arrière-plan historique, de caractéristiques de base des États membres et d'analyse de certaines interactions propres à la région. S'il procède ainsi, c'est que Anderson considère ces éléments comme importants pour la compréhension et l'analyse du comportement externe des États. Que les autres ouvrages recensés ne s'intéressent guère à ces éléments implique sans doute que, du point de vue de la science politique, ils ne sont pas nécessaires pour l'analyse des relations internationales.

Mais revenons à la région des Caraïbes où l'étude des caractéristiques des États membres montre bien que la plupart de ces pays ne seront jamais autre chose que des entités négligeables sur la scène internationale étant donné, entre autres, leur faible étendue géographique et la rareté de leurs ressources. Des handicaps qui, comme si cela ne suffisait pas, sont amplifiés par une dépendance externe chronique résultant de plusieurs siècles de colonisation et néo-colonialisme européens d'abord et nord-américains ensuite.

C'est avec ce potentiel extrêmement limité que les pays de la région doivent pourtant affronter des problèmes géo-politiques importants dont les principaux ont trait aux frontières maritimes, au transport du pétrole et de ses dérivés, à l'émergence de pouvoirs hégémoniques régionaux ainsi qu'à l'attitude et au comportement de leur principal voisin qui se trouve être l'une des deux super-puissances de la planète.

Il est probable que pourraient apparaître des éléments de solution à certains de ces problèmes si les pays de la région étaient laissés à eux-mêmes. Mais cette région fait particulièrement l'objet de convoitises de la part de certaines puissances régionales qui se servent de ce théâtre pour bonifier leur statut international en y cherchant des alliés ou en y tissant des relations économiques et politiques privilégiées.

C'est le cas du Mexique et du Venezuela qui seraient sérieusement affectés par toutes dislocation ou blocage des routes traditionnelles du pétrole dans la région. À quoi il faut ajouter, pour le Venezuela, son différend frontalier avec la Guyane et une certaine lutte d'influence avec Trinidad et Tobago. Et c'est aussi le cas de Cuba qui joue sur le facteur



ethnique dans ses rapports avec la région mais dont la politique a subi des contre-coups récents avec l'invasion de la Grenade, la chute du gouvernement Manley en Jamaïque et l'expulsion de ressortissants cubains au Suriname.

Enfin, notons l'omniprésence des États-Unis qui ne manifestent aucun signe de relâchement de leur emprise sur la région. Au Groupe de Nassau a succédé l'Initiative du Bassin des Caraïbes par le biais de laquelle Washington cherche à accroître son aide militaire et tente de mobiliser des capitaux privés afin de stimuler la croissance économique dans la région. On ne cache nullement que l'on désire ainsi assurer les bases d'un libéralisme économique à la grandeur de la région en misant sur des expériences concrètes comme celle du gouvernement Seaga en Jamaïque. Tout ceci laisse naturellement peu de place aux tentatives de regroupement régional comme celui du Caricom.

## V – CONCLUSION

La littérature récente, on s'en rend compte, est décevante à plus d'un égard en ce qui concerne l'analyse des relations internationales et de la politique étrangère en Amérique latine. Les impressions vagues, les compte-rendus de voyage ou quelques résultats d'entrevues ne suffisent jamais à structurer une analyse cohérente. Et on ne sauve guère la situation, d'un point de vue théorique, en insérant, comme le font Ferris et Lincoln, un mince chapitre dans lequel sont proposées quelques hypothèses de recherche.

Exception faite de l'ouvrage de Thomas Anderson, ce qui manque dans cette littérature c'est l'analyse dynamique et multidimensionnelle de l'interrelation entre les différents facteurs qui, incorporant certains éléments de la dimension historique, serait seule capable de situer et de bien faire comprendre les différentes facettes du comportement externe des États latino-américains. Mais on s'en tient plutôt à une étude partielle de certains déterminants qui, sans être d'aucune valeur, demeure relativement pauvre du point de vue de l'explication parce qu'il n'y a là aucune intégration à l'intérieur d'un corpus cohérent.

Ces ouvrages ne rendent pas bien non plus la vision que l'on doit avoir du cadre régional pour comprendre efficacement le fonctionnement de chacun des acteurs. Ils ne le font pas parce que les auteurs ignorent complètement les données de base qui permettraient de tracer la carte des interrelations les plus fondamentales à partir de laquelle seulement on peut circonscrire la stratification régionale et, de là, expliquer efficacement la politique étrangère et les relations internationales. Mais on ne fait pas ce type de recherche pas plus d'ailleurs que l'on ne s'intéresse, dans la plupart des cas, à la dynamique politique et socio-économique interne qui ne constitue pourtant pas un élément négligeable pour l'explication des phénomènes de relations internationales.

La littérature contemporaine sur les relations internationales de l'Amérique latine est pauvre parce que les auteurs sont devenus paresseux. Ils se contentent de ressasser de vieilles rengaines ou adaptent aux événements récents les mêmes vieux cadres d'analyse. On dirait qu'ils n'ont plus le courage de faire des recherches fouillées qui permettraient de construire des données et de les analyser en fonction d'hypothèses théoriques novatrices. La recherche sur le terrain ne semble plus bonne que pour les thèses de doctorat à la condition toutefois que leurs auteurs aient réussi à éviter la tentation du raccourci du « pianotage » informatique à partir de quelques banques de données pour « vérifier » de quelconques équations mathématiques dont les corrélations demeurent toujours d'ailleurs très évasives.

On semble se contenter maintenant, chez certains auteurs, d'une littérature impressionniste dont les *readers*, de plus en plus répandus, constituent la forme la plus achevée. C'est

une stratégie relativement facile et qui donne l'impression d'être productif alors pourtant que le plus souvent l'analyse demeure superficielle. C'est au surplus un genre qui comporte des limites qui lui sont propres dans la mesure où, nous l'avons vu, plusieurs de ces textes sont dépassés un an ou deux seulement après leur publication.

La connaissance en relations internationales n'a pas atteint un savoir cumulatif tel que l'on puisse se passer de recherches de base sérieuses. Et dans la mesure, malheureusement, où les données ne peuvent pas parler d'elles-mêmes, il faudra que les chercheurs reviennent aux pratiques fondamentales de la cueillette d'information sur le terrain, de la structuration des données et de l'analyse méthodique en fonction d'approches théoriques structurées et d'hypothèses de recherche novatrices. Dans le cas contraire, devenons de grands reporters.